

Les élections législatives en Autriche : Raisons et conséquences de la probable victoire du Conservateur Sebastian Kurz

Un jeune leader de droite dont la méthode semble emprunté à Macron et le positionnement politique à Sarkozy et Wauquiez / Une campagne marquée par la méfiance vis-à-vis de l'immigration musulmane / L'électorat du parti national-populiste FPÖ partiellement siphonné par Kurz qui envisage néanmoins de former un gouvernement de coalition avec le FPÖ / Kurz briserait sur certains points l'isolement du Hongrois Viktor Orban parmi les états-membres occidentaux de l'Union européenne.

Par Danny Leder

Si l'on croit les sondages, l'Autriche s'achemine lors des législatives de ce dimanche 15 octobre vers une nette victoire du jeune leader conservateur SEBASTIAN KURZ, 31 ans. Selon toute probabilité Kurz pourrait former une coalition avec le parti national-populiste, le FPÖ de HEINZ-CHRISTIAN STRACHE.

Jusqu'à présent Kurz était ministre des affaires étrangères dans le cadre d'un gouvernement de « grande coalition » entre les Sociaux-démocrates du SPÖ (qui détenaient aussi le poste du chef de gouvernement, le chancelier CHRISTIAN KERN), et la droite classique, le ÖVP.

Ce possible renversement du rapport de force en Autriche peut paraître au premier abord étonnant. Le bilan économique actuel de ce petit pays de 8,6 millions d'habitants est plus que flatteur. Le taux de chômage se situe aux alentours de cinq pourcent, ce qui correspond à la moitié du taux de chômage en France. La croissance de l'économie autrichienne atteindra 2017 presque trois pourcent, quand la France se réjouit déjà d'une perspective de 1,8 pourcent. Les exportations sont largement excédentaires, notamment grâce à un tissu de PME industrielles, réactives et performantes. L'état providence fonctionne toujours à un niveau enviable.

Mais par ailleurs, des ébranlements dans la configuration traditionnelle de l'économie autrichienne ont engendré des revenus moins confortables et même de la précarité pour une partie des travailleurs qui avaient autrefois vécu dans un cadre professionnel archisécurisé. Et sur l'autre versant de la configuration sociale, de jeunes entrepreneurs se sentent bridés par l'administration malgré un niveau déjà élevé de flexibilité dans les entreprises. Presque toutes les catégories sociales se plaignent d'un haut niveau de prélèvements fiscaux, qui reste pourtant en dessous des sommets français.

A cela se sont ajoutés des blocages récurrents, frictions de toutes sortes, rivalités et jalousies au sein de la coalition gouvernementale. Cela a conduit à une – pour partie fausse - impression d'immobilisme au sommet.

Une bonne part de cette insatisfaction de haut standing et de semi-nantis s'est cristallisé dans le rejet des réfugiés et migrants principalement musulmans. En 2015, année de la grande ruée vers l'Allemagne, 120.000 réfugiés (en majorité syriens et afghans) se sont arrêtés en Autriche, où la société civile leur a fait dans un premier temps bon accueil. Au regard du nombre d'habitants il s'agit d'un pourcentage de nouveaux arrivants plus élevé qu'en Allemagne pendant la même période.

L'Islam est entre temps devenu la deuxième religion en Autriche (après les catholiques mais avant les protestants) puisque les dernières vague de migrants se sont ajoutées à une population importante déjà installée auparavant et venue de Turquie, de Bosnie (durant la guerre en Ex-Yougoslavie l'Autriche avait déjà accueilli en pourcentage le plus grand nombre de réfugiés) et de Tchétchènes. L'Autriche compte également un des pourcentages les plus élevés de musulmans (environ 8 pourcent) à l'échelle européenne. L'Autriche a aussi fourni un des contingents les plus importants de djihadistes qui avaient rejoint l'état islamique, en premier lieu des jeunes issus de famille tchétchènes et bosniaques. Et pour finir, des actes de délinquance de la part de jeunes issus de l'immigration font la une des tabloïds autrichiens, qui disposent toujours d'un lectorat immense.

Mais surtout, il existe un grave contentieux entre le gouvernement turc sous Recep Erdogan et l'Autriche. Le parti de Erdogan a la mainmise sur des associations culturelles musulmanes, des maternelles, des mosquées, et il y propage un Islam passablement anti-occidental. Le régime d'Erdogan et son parti national-islamiste développent des pratiques agressives d'enroulement et d'endoctrinement de la diaspora turque en Europe occidentale. Lors de sa campagne référendaire, Erdogan a voulu tenir un meeting en Autriche, ce que les autorités autrichiennes, inquiètes de la tournure anti-démocratique que prenaient les initiatives du régime turc, lui avait refusé. Des Autrichiens d'origine turque sont retenus contre leur gré en Turquie. L'appareil répressif du régime turc cherche à espionner et à intimider les Turques qui lui sont opposés sur le sol autrichien.

Ce conflit a débouché sur une suspicion généralisée de la part de l'administration autrichienne vis-à-vis des Austro-Turques qui avaient, plus ou moins secrètement, gardé leur passeport turc tout en acquérant la nationalité autrichienne (ce qui est illégal en vue de la loi autrichienne).

Tout cela s'est accompagné d'une surenchère verbale entre le régime d'Erdogan et le gouvernement autrichien, qui est aujourd'hui aux avant-postes pour barrer la route à une, de toute manière, improbable adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En retour Erdogan et ses acolytes conspuent les dirigeants autrichiens, et aussi les responsables allemands, en premier lieu Angela Merkel, en tant que « racistes » et « nazis ».

Kurz s'est accaparé de l'inquiétude face à l'irruption de cet Islam très visible, pour partie militant et politique, et il a exploité la jalousie qui s'exprime de manière éhontée chez de nombreux Autrichiens vis-à-vis de l'accompagnement social des demandeurs d'asile. Un de

ses principaux slogans a été : « Arrêtons la migrations vers notre système social ». Et Kurz se vante d'avoir joué un rôle décisif en tant que ministre des affaires étrangères pour « couper la route des Balkans », c'est-à-dire le passage terrestre de la masse des réfugiés du Proche-Orient vers l'Europe centrale. Il a effectivement impulsé et dirigé une conférence avec les pays du Balkans pour mettre au point cette fermeture.

En s'accaparant à son tour des sujets de prédilection du FPÖ, le conservateur Kurz a, semble-t-il, siphonné une partie des électeurs du FPÖ – une démarche qui le rapproche en France de la stratégie d'antan de Nicolas Sarkozy.

A d'autres niveaux, le parcours de Kurz rappelle la méthode d'Emmanuel Macron, dont il s'est directement inspiré. Le jeune leader conservateur est quelqu'un d'assez éloquent. Il a évoqué en permanence « le désir de changement ». Il a usé d'un discours flou et plein d'esbroufe, mais grâce auquel il est néanmoins apparu comme un briseur de tabou. Il a renversé la vieille garde de son parti, le ÖVP, en créant son propre mouvement (s'affligeant d'une couleur fétiche propre à son courant, la couleur turquoise), d'abord en marge du ÖVP et ensuite en le submergeant.

On retrouve chez Kurz également un côté intrépide quand il s'agit de faire valoir la liberté entrepreneuriale. Et aussi la volonté macronienne de faire fi des corps intermédiaires et des structures traditionnelles de la médiation sociale, extrêmement développées en Autriche, la fameuse « Sozialpartnerschaft ». Même sa manière d'écouter ses interlocuteurs, de leur donner l'impression de s'intéresser à eux, et rien qu'à eux, quand il en éprouve le besoin, ressemble à la démarche de Macron dans sa conquête du pouvoir. Finalement Kurz est également un pro-européen convaincu mais nettement plus mesuré en matière d'intégration économique et fiscale, et beaucoup moins lyrique que Macron.

Mais c'est sur les questions de l'Islam et des immigrés (comme déjà indiqué) que Kurz se différencie du discours – public – de Macron, et ressemble beaucoup plus à un Laurent Wauquiez. Kurz partage d'ailleurs certaines des options brutales du Hongrois Viktor Orbán vis-à-vis des mouvements migratoires. En cas d'accession de Kurz au pouvoir à Vienne, l'isolement d'Orbán parmi les membres occidentaux de l'UE pourrait être rompu. Kurz promet donc au sein de la famille de la droite européenne un net renforcement de positions encore plus « droitières ».

Le système électoral autrichien, une proportionnelle quasi intégrale, oblige le vainqueur presque toujours à rechercher un partenaire de coalition pour gouverner. Selon toute vraisemblance on s'achemine vers une coalition gouvernementale entre le ÖVP de Kurz et le parti national-populiste, le FPÖ de Strache – une constellation qu'on avait déjà connue en Autriche au début des années 2000.

Dans cette hypothèse, le FPÖ pourra se réjouir d'accéder au pouvoir et donc de rompre encore une fois un barrage qui était déjà défaillant, et cela de longue date. D'ailleurs le FPÖ se plaint de revendiquer le poste du ministre de l'intérieur, ce qui devrait finir par alerter les forces vives de la société civile autrichienne. Mais d'un autre côté, le FPÖ, qui a fidérisé une partie importante de l'électorat populaire, aura encore une fois échoué dans sa marche vers

la direction du gouvernement, un scénario qui paraissait encore possible il y quelques mois, et qui s'évapore jusqu'à présent à chaque fois au finish pour les forces du national-populisme non seulement en Autriche, mais en général en Europe occidentale.

Il reste néanmoins une inconnue: le chef du gouvernement actuel, le chancelier social-démocrate Christian Kern n'a pas démerité et a mené une campagne offensive pour un rééquilibrage social. Mais il a souffert d'un scandale autour d'une officine secrète installée en marge de la campagne officielle du SPÖ. Cette officine avait monté des sites internet sous de fausses dénominations et répandu des calomnies au sujet du conservateur Kurz à travers les médias sociaux.

Cette affaire avait volé en éclat lorsque le chef de cette officine, le publicitaire israélien Tal Silberstein, avait été arrêté lors d'un voyage à Tel Aviv par la police israélienne. Silberstein et son entourage font l'objet d'une enquête internationale pour corruption, blanchiment d'argent et usages de faux documents. Comble de l'absurde : c'était Silberstein qui avait instillé, à travers ses sites, des relents antisémites dans une bataille électorale jusqu'alors épargnée par toute insinuation anti-juive.

On ne sait pas dans quelle mesure Christian Kern était au courant des manigances de Silberstein. Et il est difficile de préjuger des conséquences de cette affaire sur les résultats des élections. Une victoire de Kern dans la dernière ligne droite serait une sensation et paraît invraisemblable. Mais s'il réussit à maintenir le score du SPÖ nettement au-dessus de celui du FPÖ et à proximité du score du ÖVP de Sebastian Kurz, il s'agirait d'un signal d'encouragement pour la gauche social-démocrate européenne après la défaite cinglante de Martin Schulz en Allemagne.